



NOS ÉLUS ONT DU TALENT.

POURQUOI LA SUPPRESSION DES POSTES DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX AFFAIBLIRAIT LES DÉPARTEMENTS ?

Une réflexion collective

Dans un contexte où la gestion budgétaire des départements fait face à des défis, la question de la réduction des effectifs dans la fonction publique territoriale est souvent soulevée. Cependant, il est crucial de comprendre pourquoi maintenir les effectifs est essentiel pour la qualité des services publics et le bien-être des concitoyens. Voici quelques raisons pour lesquelles préserver les postes dans les collectivités doit rester une priorité.

LES SERVICES PUBLICS, LE CŒUR DE NOTRE MISSION

Notre rôle en tant qu'agents territoriaux est de garantir des services publics de proximité, essentiels au quotidien des habitants. Ces services touchent à des domaines aussi cruciaux que la protection de l'enfance, l'accompagnement des personnes âgées, l'entretien des infrastructures et l'action sociale. Une réduction des effectifs entraînerait inévitablement une baisse de la qualité de ces services, avec des impacts concrets pour les citoyens, notamment les plus vulnérables. Chaque poste supprimé affaiblit la capacité de notre département à répondre à ces besoins.

REDUIRE LES POSTES, C'EST ACCROÎTRE LA CHARGE DE TRAVAIL

Nous sommes tous conscients que les missions que nous remplissons nécessitent du temps, de l'engagement et des compétences spécifiques. Si les postes sont supprimés, la charge de travail pour ceux qui restent augmentera mécaniquement. Cela pourrait engendrer une

surcharge qui mettrait en péril non seulement la qualité du travail, mais aussi le bien-être des agents, avec un risque accru de burnout et de détérioration des conditions de travail.

UNE VISION A LONG TERME, PRÉSERVER L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

Nos départements sont vastes et diversifiés. La réduction des effectifs pourrait renforcer les inégalités territoriales, notamment entre les zones urbaines et rurales. Certaines zones risqueraient de voir leurs services publics diminuer de manière disproportionnée, privant ainsi leurs habitants des ressources et soutiens nécessaires. La mission de notre collectivité est d'assurer une égalité d'accès aux services publics pour tous les citoyens, quels que soient leur lieu de résidence.

L'IMPORTANCE D'UNE GESTION DE CRISE EFFICACE

Nous avons tous été témoins de l'importance des services publics lors des crises récentes, qu'il s'agisse de la pandémie de Covid-19 ou des aléas climatiques. Les collectivités territoriales, et en particulier les départements, sont souvent en première ligne pour gérer ces situations. Réduire les effectifs reviendrait à diminuer notre capacité de réaction et de résilience en cas de nouvelles crises. Nos concitoyens comptent sur nous pour être réactifs et efficaces, et cela nécessite des équipes solides et complètes.

L'EMPLOI LOCAL, UN MOTEUR ÉCONOMIQUE POUR LES TERRITOIRES

Il ne faut pas négliger l'impact économique de la fonction publique territoriale sur l'emploi local. Les postes de fonctionnaires territoriaux contribuent à faire vivre notre territoire, notamment dans les zones où le secteur public représente une part importante des emplois. La suppression de postes risquerait d'affecter non seulement les services, mais aussi le dynamisme économique de nos communes.

UNE ANALOGIE HISTORIQUE : LA DECIMATION DE LA LÉGION ROMAINE

Permettez-moi de faire une analogie pour illustrer ce point. Dans la Rome antique, lorsqu'une légion romaine se montrait

indisciplinée, on appliquait parfois la méthode de la "décimation" : un soldat sur dix était exécuté pour servir de leçon au reste des troupes. Bien que cette pratique brutale visait à renforcer la discipline, elle réduisait aussi temporairement l'efficacité de la légion, car chaque soldat supprimé diminuait la force de l'ensemble. De la même manière, la suppression de postes dans un département affaiblirait nos capacités collectives à accomplir nos missions, augmentant la pression sur ceux qui restent et compromettant notre efficacité.

UN APPEL A LA SOLIDARITE ET A LA RECONNAISSANCE DE NOTRE TRAVAIL

En tant qu'agents territoriaux, nous devons faire entendre la voix de ceux qui travaillent au quotidien pour le bien commun. Nous devons

rappeler l'importance de notre engagement et des services que nous fournissons. La suppression de postes n'est pas seulement une question de budget, elle touche directement au service rendu à la population. Préserver nos équipes, c'est garantir que chaque citoyen puisse continuer à bénéficier d'un service public de qualité.

Ensemble avec le SNT, restons solidaires pour faire valoir l'importance de notre travail et la nécessité de conserver des effectifs à la hauteur des attentes de nos concitoyens.



BF
Elu au CST
Et membre du Bureau du SNT Vosges

FLASH INFO

LA FIN DE LA GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT :

Un Coup Dur pour les Fonctionnaires

Le budget 2025 de la France marque un tournant significatif pour les fonctionnaires avec la **suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA)**. Depuis sa création en 2008, la GIPA a été un mécanisme crucial pour compenser la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires face à l'inflation. Cependant, pour la première fois en plus de quinze ans, cette prime ne sera pas reconduite

La suppression de la GIPA aura un impact direct et immédiat sur les finances des fonctionnaires, en particulier pour les fonctionnaires territoriaux, qui représentent une grande partie des bas salaires de la fonction publique. En effet, 75% des fonctionnaires territoriaux appartiennent à la catégorie C, la plus basse en termes de rémunération. Cette prime, bien que variable, représentait une aide précieuse pour de nombreux agents publics, leur permettant de maintenir leur niveau de vie malgré l'augmentation des coûts de la vie. Sans cette compensation, les fonctionnaires devront faire face à une érosion de leur pouvoir d'achat, ce qui pourrait entraîner des difficultés financières pour certains.

Cette décision s'inscrit dans un contexte de réduction des dépenses publiques, mais elle suscite déjà de vives réactions. Les syndicats de fonctionnaires dénoncent une mesure injuste qui pénalise les agents publics, déjà confrontés à des salaires souvent jugés insuffisants. Ils soulignent que cette suppression intervient à un moment où l'inflation reste élevée, exacerbant encore les difficultés économiques des fonctionnaires. De plus, le point d'indice, utilisé pour calculer les salaires des fonctionnaires, n'a pas été suffisamment revalorisé pour compenser la hausse de l'inflation depuis le début de la crise économique. Cette stagnation du point d'indice aggrave encore la situation, rendant la suppression de la GIPA d'autant plus pénalisante.

La suppression de la GIPA pourrait avoir des conséquences à long terme sur le moral et la motivation des agents publics. La reconnaissance de leur travail et la compensation de la perte de pouvoir d'achat étaient des éléments clés pour maintenir un niveau de satisfaction et d'engagement élevé. Sans ces incitations, il est possible que le service public connaisse une baisse de motivation, voire une augmentation des départs vers le secteur privé.

La fin de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat dans le budget 2025 est une décision lourde de conséquences pour les fonctionnaires, en particulier pour les fonctionnaires territoriaux de catégorie C. Alors que le gouvernement cherche à réduire les dépenses publiques, cette mesure risque de fragiliser encore davantage une catégorie d'agents déjà sous pression. Les prochains mois seront cruciaux pour observer comment cette décision sera perçue et quelles seront les réponses des syndicats et des fonctionnaires eux-mêmes.

D'ores et déjà le SNT ne peut que contester cette décision, car nous estimons participer fortement aux efforts d'économie en subissant depuis de nombreuses années non revalorisation du point d'indice face à la hausse de l'inflation.



SYNDICAT NATIONAL DES TERRITORIAUX

Ensemble et pour tous

06 33 98 47 52 courrier.snt@gmail.com www.snt-cgc.fr

